

(N° 190.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1923.

PROPOSITION DE LOI

ayant pour objet la création de nouvelles ressources destinées au trésor public ainsi qu'aux stations balnéaires, aux invalides de la guerre, aux pensionnés de l'État et aux œuvres d'hygiène et d'intérêt social.

DEVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La situation de nos finances publiques, tant celles de l'État que celles des Communes, ne cesse de préoccuper au plus haut point tous les citoyens, soucieux de l'avenir.

Malgré les sommes énormes prélevées sur la fortune du contribuable belge, par application du nouveau régime fiscal, instauré depuis l'armistice, les budgets de l'État et des Communes ne cessent de se solder en déficit.

De nouvelles aggravations d'impôts sont proposées aux Chambres législatives. D'autre part, les milliards qui nous sont dus par l'Allemagne au titre des réparations, constituent pour nous une créance dont la mauvaise foi du débiteur retarde le recouvrement.

La situation financière du pays est d'autant plus sérieuse qu'il n'est pas possible de recourir indéfiniment à de nouvelles taxations sans ruiner et, bientôt, faire disparaître la matière imposable.

Le projet de loi, que nous avons l'honneur de déposer aujourd'hui, s'inspire de ces légitimes préoccupations et fournit à l'État le moyen de faire entrer, dans ses caisses, des sommes considérables, d'autant plus faciles à percevoir qu'elles résulteront d'un impôt volontaire.

Pourquoi refuserions-nous plus longtemps les millions que les joueurs de toutes nationalités villégiaturant en Belgique sont disposés à verser à l'État en échange d'une distraction dont la dépense est prévue à leur budget de gens fortunés?

Pourquoi refuserions-nous plus longtemps cette contribution volontaire du riche en faveur du pauvre puisque les millions ainsi prélevés iraient ali-

menter des œuvres d'assistance sociale que le Gouvernement ne peut efficacement soutenir en ce moment, faute de ressources ?

Un grand pays voisin, la France, ne nous a-t-il pas donné l'exemple ; ne nous a-t-il pas montré la voie à suivre, en imprimant à sa législation sur les jeux une portée sociale qui en légitime l'application ?

Quoi de plus naturel et de plus juste que de permettre aux stations balnéaires et climatiques, obligées à de lourdes dépenses somptuaires, d'être indemnisées d'une partie de ces dépenses par des ressources venant de leurs villégiateurs en échange de la satisfaction de leurs plaisirs ?

Notre projet a pour but de fournir à l'État des ressources dont il pourra utiliser une partie en faveur d'œuvres d'intérêt public, ou d'œuvres sociales, et apporter un secours financier aux stations balnéaires et climatiques, par le moyen d'une contribution volontaire prélevée sur le jeu.

La situation obérée des finances communales et, en particulier, des stations balnéaires et climatiques, est connue de tous. Il importe d'attirer l'attention du législateur, d'une part, sur la concurrence toujours grandissante que nous font les stations des nations voisines chez qui existe la réglementation des jeux ; d'autre part, sur un phénomène économique nouveau, qui s'est produit depuis la guerre et qui constitue, pour nos villes d'eau, déjà si éprouvées, une terrible menace à leur prospérité.

Ce phénomène c'est la concurrence que leur fait l'Allemagne en attirant chez elle le mouvement touristique international grâce à la dépréciation frauduleuse de son mark.

La réglementation des jeux en Belgique selon la formule sage et prudente, consacrée par ce projet de loi qui s'inspire de la législation française, nous a paru de nature à atténuer, dans une grande mesure cette concurrence, à contribuer au relèvement de nos finances publiques et à celui de nos stations balnéaires et climatiques dont on a pu dire qu'elles sont d'intérêt national.

La proposition que nous offrons au Parlement nous semble d'autant plus opportune que la loi existante écarte d'Ostende et de Spa la clientèle qu'il serait particulièrement désirable d'y attirer.

Nous voulons parler de celle qui fréquente les hôtels de grand luxe, des étrangers venant des pays à monnaie saine, qui dépensent leur argent en Europe d'autant plus facilement qu'ils y vivent comparativement à bon marché.

Cette catégorie d'étrangers se détourne actuellement de nos villes d'eau belges au profit de celles où le jeu est autorisé.

Nous ne pouvons considérer comme négligeables les sommes qui seraient, par eux, introduites dans le pays. Il y a là un élément d'amélioration de notre change qu'il ne nous est pas permis de dédaigner.

Les économistes ne cessent de nous répéter que l'exportation de nos produits constitue le grand moyen de faire remonter la valeur de notre franc, d'empêcher ses chutes successives qui nous alarment à juste titre.

Personne n'ignore que la présence de nombreux étrangers voyageant en Belgique est l'équivalent d'une exportation. Ce qu'ils dépensent ici, ce qu'ils achètent, ils le paient en monnaie venant du dehors exactement comme si nous vendions à d'autres nations.

La Suisse, qui n'a que peu de commerce d'exportation, au regard de ses importations, réussit, grâce à son industrie hôtelière, à maintenir en sa faveur sa balance économique et à conserver à son franc la parité de l'or.

Nous sommes en droit d'affirmer que la loi sur les jeux de 1902, produit en Belgique des effets particulièrement sensibles à notre situation actuelle.

Pourrait-on dire, du moins, qu'elle a mis fin à l'exploitation du jeu ?

Au contraire, elle en a aggravé le caractère : les endroits où, l'on joue, n'ont pas disparu, ils se sont multipliés.

Malgré les descentes de justice, ils changent de local fréquemment ; des précautions habiles sont prises pour dépister les recherches et le résultat c'est que les joueurs sont presque uniquement des Belges.

Et dans quelles conditions y joue-t-on ?

Ce n'est plus seulement moyennant argent comptant ; mais très souvent sur parole ; et l'on sait combien cette forme est dangereuse.

Oserait-on même garantir qu'on n'y triche jamais ?

Voilà une exploitation du jeu bien autrement grave que celle contre laquelle la loi de 1902 a voulu sévir.

Le régime actuel d'interdiction des jeux, qui est éludé en fait, ouvre la voie à des abus flagrants dont souffre la moralité publique.

Notre proposition, en réglementant le jeu, crée le contrôle nécessaire qui atténuera les inconvénients de la situation actuelle.

• Nous croyons inutile d'insister sur la question même de la passion du jeu, qui a déjà fait l'objet de nombreuses polémiques ; qu'il nous soit permis de faire un effort pour en atténuer les conséquences.

En tout cas, au moment où l'Etat impose, sur toutes leurs formes, le capital et toutes les manifestations du travail et de l'activité sociale, par tous les moyens de contrainte, parfois vexatoires, il nous paraît impossible qu'il refuse de recevoir des sommes considérables prélevées sur le plaisir et qui seront payées spontanément et bénévolement.

MAURICE LEMONNIER.

(4)

(N^o 190)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 MAAKT 1923.

Wetsvoorstel tot het verschaffen van nieuwe geldmiddelen ten behoeve van de Openbare Schatkist, van de badplaatsen, de oorlogsinvaliden, de gepensioneerden van den Staat, de gezondheidswerken en de werken van sociaal belang.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De toestand van onze openbare financiën, zoowel die van den Staat als die der gemeenten, bekommert in de hoogste mate al de burgers die om de toekomst bezorgd zijn.

Ondanks de aanzienlijke sommen geheven van het vermogen van den Belgischen schatplichtige, bij toepassing van het sedert den wapenstilstand nieuw ingevoerd belastingstelsel, sluiten de Staats- en de gemeentebegrotingen steeds met een tekort.

Nieuwe belastingontwerpen zijn bij de Kamers aanhangig gemaakt. Anderzijds, zijn de milliarde, welke Duitschland ons verschuldigd is, voor ons een schuldbrief, waarvan de kwade trouw van den schuldenaar de invordering vertraagt.

De financieele toestand van het land is des te ernstiger, daar het niet mogelijk is tot in het oneindige voort te gaan met nieuwe belastingen te heffen, zonder weldra de belastbare zaak te doen verdwijnen.

Het wetsontwerp, dat wij de eer hebben thans in te dienen, gaat uit van deze billijke bezorgdheid en het verstrekt aan den Staat het middel om aanzienlijke geldsommen in zijne kassen te doen stroomen, des te gemakkelijken te innen daar zij uit een vrijwillige belasting zullen voortvloeien.

Waarom zouden wij langer de millioenen blijven weigeren, welke de spelers van alle nationaliteiten, die in België hun ledigen tijd komen slijten, geneigd zijn aan den Staat af te staan in ruil van een ontspanning, waarvan de kosten op hüh rijkemansbegroting voorzien zijn?

Waarom zouden wij langer die vrijwillige bijdrage van den rijke ten bate van den arme blijven weigeren, aangezien de aldus geheven millioenen zouden dienen voor sociale werken welke de Regeering thans, bij gebrek aan geldmiddelen, niet bij machte is op afdoende wijze te steunen?

Heeft onze groote nabuur, Frankrijk, ons niet het voorbeeld gegeven? Heeft hij ons niet den te volgen weg getoond door aan zijne wetgeving op de spelen een sociale strekking te geven, die er de toepassing van billijkt?

Wat is er meer natuurlijk en rechtvaardig dan dat de badplaatsen en luchtkuuroorden, die verplicht zijn zware weeldeuitgaven te dragen, vergoed worden van een gedeelte dezer uitgaven door inkomsten die hunne vreemde bezoekers hen aanbrengen in ruil van de voldoening hunner vermaken?

Ons ontwerp heeft ten doel, aan den Staat inkomsten te verschaffen, welke hij gedeeltelijk zal kunnen gebruiken voor werken van openbaar belang of voor sociale werken, en de badplaatsen en luchtkuuroorden financieel te steunen door middel van een van het spel geheven vrijwillige belasting.

De beroerde toestand van de gemeentefinanciën en, inzonderheid, van de badplaatsen en luchtkuuroorden is algemeen bekend. Het is noodig de aandacht van den wetgever te vestigen, eenerzijds, op de steeds grooter wordende concurrentie, welke de villegiatuurplaatsen der buurstaten ons aandoen, bij dewelke de regeling der spelen bestaat; anderzijds, op een nieuw economisch verschijnsel, dat sinds den oorlog is ontstaan en dat voor onze reeds zoo beproefde badsteden een vreeselijke bedreiging voor hunnen bloei uitmaakt.

Dit verschijnsel is de concurrentie, welke hun door Duitschland wordt aangedaan, dat de internationale toeristenbeweging naar zich trekt, dank zij de bedrieglijke mindere waarde van de mark.

De regeling van de spelen in België, volgens de wijze en voorzichtige formule aangenomen door dit wetsontwerp dat op de leest der Fransche wet is geschoeid, scheen ons geschikt om in eene ruime mate die concurrentie te verzachten, om bij te dragen tot de opbeuring van onze openbare financiën en tot de opbeuring van onze badplaatsen en luchtkuuroorden, welke, zooals terecht werd gezegd, van algemeen belang zijn.

Het voorstel, dat wij bij de Kamer indienen, schijnt ons des te gepaster toe, daar de bestaande wet van Oostende en van Spa de cliënteel verwijderd, welke het uiterst wenschelijk ware er naar toe te lokken.

Wij bedoelen die cliënteel welke de groote luxe-hotels bezoekt, de vreemdelingen komende uit landen met stevigen wisselkoers, die hun geld in Europa des te gemakkelijker verteren, daar zij er betrekkelijk goedkoop leven.

Deze categorie van vreemdelingen wendt zich thans van onze Belgische badsteden af ten bate van die waar het spel is toegelaten.

De sommen, die door hen in het land zouden gebracht worden, kunnen wij niet voor onbeduidend doen doorgaan. Daarin ligt een middel om onzen wisselkoers te verbeteren, en dat middel mogen wij niet wraken.

De economisten houden niet op, ons toe te werpen dat de uitvoer van onze producten het groot middel is om de waarde van onzen frank te doen stijgen, om zijne opeenvolgende dalingen te beletten, welke ons terecht verontrusten.

Iedereen weet dat de aanwezigheid van talrijke, in België reizende vreemdelingen zooveel waard is als een uitvoer. Wat zij hier verteren of koopen, betalen zij in munt komende van buiten, juist alsof wij aan andere landen verkochten.

Zwitserland, dat slechts weinig uitvoerhandel heeft, in vergelijking met zijn invoer, gelukt er in, dank zij zijn hotelbedrijf, de economische balans naar zijne zijde te doen overhellen en zijn frank aan goudwaarde staande te houden.

Wij zijn gerechtigd te beweren dat de wet van 1902 op de spelen, in België, onzen tegenwoordigen toestand op gevoelige wijze beïnvloedt.

Kan men maar zeggen dat zij het bedrijf der spelen heeft gedood?

Integendeel, zij heeft den aard er van verergerd : de plaatsen, waar men speelt, zijn niet verdwenen, maar talrijker geworden.

Ondanks de gerechtelijke invallen, veranderen zij raak van lokaal; sluwe voorzorgen worden genomen om de opsporingen te misleiden en de uitslag is dat de spelers bijna alleen uit Belgen bestaan.

En onder welke voorwaarden speelt men er?

Het is niet meer alleen met gereed geld, maar zeer dikwijls op het woord, en men weet hoe gevaarlijk deze wijze van doen is.

Zou men zelfs durven verzekeren dat er nooit bedrog wordt gebruikt?

Ziedaar een speelbedrijf dat veel erger is dan dat, waartegen de wet van 1902 wilde ingaan.

De huidige regeling van verbod der spelen, die feitelijk ontdoken wordt, opent den weg voor schreeuwende misbruiken, waaronder de openbare zedelijkheid lijdt.

Ons voorstel, dat het spel aan regeling onderwerpt, brengt de noodige contrôle tot stand, welke de bezwaren van den huidige toestand zal verzachten.

Wij achten het onnoodig aan te dringen op de quaestie zelf van de speeldrift, waarover reeds zooveel polemiek werd gevoerd; het zij ons toegelaten, een poging te doen om er de gevolgen van te verminderen.

In elk geval, op het oogenblik dat de Staat, onder alle mogelijke vormen, het kapitaal en al de uitingen van den arbeid en van de sociale bedrijvigheid door allerhande, soms zeer krenkende dwangmiddelen belast, schijnt het ons onmogelijk toe, dat hij de aanzienlijke sommen zou weigeren, geheven van het vermaak en die spontaan en goedwillig zullen betaald worden.

MAURICE LEMONNIER.

(4)

PROPOSITION DE LOI

ayant pour objet la création de nouvelles ressources destinées au Trésor public ainsi qu'aux stations balnéaires, aux invalides de la guerre, aux pensionnés de l'État et aux œuvres d'hygiène et d'intérêt social.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation à la loi du 24 octobre 1902, le Ministre des Finances pourra, de l'avis conforme des administrations communales, dans les villes d'Ostende et de Spa, concéder à des tiers l'autorisation temporaire et révocable, limitée à la saison des étrangers, d'ouvrir au public des locaux spéciaux où seront pratiqués certains jeux de hasard, sous les conditions énoncées dans les articles suivants.

ART. 2.

Un prélèvement sera opéré par l'État sur le produit brut des jeux concédés. Il sera fixé aux taux suivants :

30 p. c. sur la partie de la recette brute n'excédant pas fr. 500,000 ;

40 p. c. sur la partie de la recette brute comprise entre fr. 500,000 et fr. 1,500,000.

45 p. c. sur la partie de la recette brute comprise entre fr. 1,500,000 et 3 millions de francs.

50 p. c. sur la partie de la recette

WETSVOORSTEL

tot het verschaffen van nieuwe geldmiddelen ten behoeve van de Openbare Schatkist, van de badplaatsen, de oorlogsinvaliden, de gepensionneerden van den Staat, de gezondheidswerken en de werken van sociaal belang.

EERSTE ARTIKEL.

Met afwijking van de wet d.d. 24 October 1902 kan de Minister van Financiën, op eensluidend advies van de gemeentebesturen, in de steden Oostende en Spa de tijdelijke en herroepbare machtiging, slechts geldende gedurende het vreemdelingenseizoen, aan derden verleen en om voor het publiek bijzondere lokalen open te stellen tot het houden van sommige kansspelen onder de bij onderstaande artikelen gestelde voorwaarden.

ART. 2.

Door den Staat wordt eene afhouding gedaan van de bruto-opbrengst der in concessie gegeven spelen. Die afhouding bedraagt :

30 t. h. van het deel der bruto-ontvangst, dat niet 500,000 frank overschrijdt ;

40 t. h. van het deel der bruto-ontvangst tusschen 500,000 frank en 1,500,000 frank ;

45 t. h. van het deel der bruto-ontvangst tusschen 1,500,000 frank en 3,000,000 frank ;

50 t. h. van het deel der bruto-

brute comprise entre 3,000,000 et 5,000,000 de francs.

55 p. c. sur la partie de la recette brute dépassant 5,000,000 de francs.

ART. 3.

Le Ministre des Finances déterminera les mesures de contrôle des recettes et de surveillance, la liste des jeux autorisés, ainsi que les autres clauses et conditions qui seront jugées nécessaires.

ART. 4.

La fréquentation des jeux est interdite :

1° A toute personne domiciliée dans les cantons de Spa et d'Ostende;

2° A toute personne mineure d'âge.

ART. 5.

60 p. c. du prélèvement de l'État seront versés dans un fonds spécial, inscrit au Budget des Recettes et Dépenses pour ordre, sous le libellé : Fonds balnéaire.

ART. 6.

Les sommes versées au Fonds balnéaire seront consacrées :

1° A fournir un supplément de ressources à des communes classées dans la catégorie des stations balnéaires par le Conseil supérieur de l'Hygiène;

2° A venir en aide aux invalides de guerre, aux pensionnés de l'État dont la pension est actuellement insuffisante, ainsi qu'à des œuvres d'hygiène et d'intérêt social.

ontvangst tusschen 3,000,000 frank en 5,000,000 frank ;

55 t. h. van het deel der bruto-ontvangst boven 5,000,000 frank.

ART. 3.

De maatregelen tot contrôle der ontvangsten en tot toezicht, de lijst der toegelaten spelen, alsmede de overige noodig geachte bepalingen en voorwaarden worden door den Minister van Financiën vastgesteld.

ART. 4.

Het deelnemen aan de spelen is ontzegd :

1° Aan elken persoon die zijne woonplaats heeft in de kantons Spa en Oostende ;

2° Aan elken minderjarigen persoon.

ART. 5.

60 t.h. van de afhouding door den Staat wordt gestort in een bijzonder fonds, in de Begroting der Ontvangsten en Uitgaven voor Order vermeld onder den naam : Fonds der badsteden.

ART. 6.

De sommen gestort in het Fonds der badsteden worden aangewend :

1° Om aanvullende geldmiddelen te verschaffen aan de gemeenten, die door den Hoogen Gezondheidsraad onder de badsteden zijn opgenomen ;

2° Om te hulp te komen aan de oorlogsinvaliden, aan de gepensioneerden van den Staat wier pensioen thans ontoereikend is, alsmede aan gezondheidswerken en aan werken van sociaal belang.

ART. 7.

Les répartitions du Fonds balnéaire se feront par des arrêtés royaux contresignés par le Ministre des Finances et le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

ART. 7.

De uitkeeringen uit het Fonds der badsteden geschieden volgens Koninklijke besluiten medeondertekend door den Minister van Financiën en den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

MAURICE LEMONNIER,
FERNAND COCQ,
EDOUARD PECHER,
MAURICE PIRMEZ,
F. VAN ACKERE,
OSCAR VANDEN EYNDE.

